

É T A T S - U N I S

L'AVENIR DU  
MILITARO-SÉCURITAIRE

32

L'OUVRAGE DE JOSEPH E. STIGLITZ ET LINDA J. BILMES, « THE THREE TRILLION DOLLAR WAR: THE TRUE COST OF THE IRAK CONFLICT » – PUBLIÉ EN JANVIER 2008, TRADUIT EN FRANÇAIS CHEZ FAYARD EN MARS 2008 –, DOCUMENTE LE COÛT EXORBITANT DE LA GUERRE EN IRAK. IL A REMPORTÉ UN ÉNORME SUCCÈS AUX ÉTATS-UNIS. IL OFFRE UNE OCCASION DE RÉFLÉCHIR AUX RAPPORTS ENTRE LE MILITARISME ET LE CAPITALISME À L'ARTICULATION DU XX<sup>E</sup> ET DU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE.

Linda J. Bilmes est professeur à la Harvard Kennedy School. Elle fut secrétaire adjointe au Commerce dans l'administration Clinton. Joseph E. Stiglitz a reçu le Prix Nobel d'économie en 2001. Il a été responsable entre 1995 et 1997 du groupe des conseillers économiques de l'administration Clinton. De 1997-2000, il a été vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale. Le profil et la notoriété des deux auteurs expliquent sans doute une part du succès de cet ouvrage qui fournit un dossier minutieux des coûts engendrés par le militarisme de l'administration George W. Bush. Toute-

fois, d'autres facteurs, plus importants, permettent de saisir l'ample audience de cet ouvrage.

On citera : l'enlisement progressif de l'armée américaine en Irak ; l'hostilité croissante qu'elle rencontre dans la population américaine – lors d'un sondage effectué le jour de l'élection présidentielle (4 novembre 2008) 63% des réponses désapprouvaient l'intervention contre 36% qui l'approuvaient ; les difficultés rencontrées par les ménages américains bien avant les développements de la crise financière dès l'été 2007. En outre, ce n'est pas diminuer le mérite du travail de Bilmes et Stiglitz que de rappeler que d'autres documents de travail et articles avaient utilisé une méthodologie assez proche et, dès 2002, envisageaient les coûts de différents scénarios de poursuite de la guerre. On citera en particulier le travail de William Nordhaus qui, comme c'est le cas aux États-Unis, a cumulé au cours de sa carrière l'activité d'universitaire et celle de conseiller de l'administration et du Congrès. Quelques mois avant le déclenchement du conflit, il avait examiné plusieurs possibilités et leurs coûts respectifs. Selon les effets favorables ou non de cette guerre (en termes de prix du pétrole, de

\* Claude Serfati enseigne l'économie à l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines. Il a publié, entre autres, *Le déséquilibre de la terre : la mondialisation armée*, Textuel, 2001, *Impérialisme et militarisme : actualité du XXI<sup>e</sup> siècle*, Editions Page deux, 2004, « Le rôle du pouvoir militaire des États-Unis dans la mondialisation », in Philippe Hugon et Charles-Albert Michalet, *Les nouvelles régulations de l'économie mondiale*, Karthala, 2005 ; il a dirigé la publication de l'ouvrage *Mondialisation et déséquilibre Nord-Sud* (dir.), P.I.E.-Peter Lang, Bruxelles, 2006, et coordonné celle d'*Une économie politique de la sécurité*, Karthala, 2008.

reprise rapide de la croissance, de coûts de l'occupation et de la reconstruction, etc.), Nordhaus estimait que le coût total sur la période 2003-2012 irait de 121 milliards de dollars à 1595 milliards [1].

### UN CONSTAT ACCABLANANT

Bilmes et Stiglitz proposent d'évaluer sur un horizon de quinze ans (2003-2018) les différents effets de la guerre en Irak. Ils prennent en compte les coûts budgétaires réels, qui vont bien au-delà des montants officiellement provisionnés pour la poursuite de l'occupation de l'Irak. Ils comptabilisent ensuite les coûts macroéconomiques engendrés par cette guerre. Enfin, ils signalent, sans traiter la question, que les coûts supportés par le reste du monde s'élèvent également à environ 3000 milliards de dollars. Dans le meilleur des scénarios, les coûts budgétaires pour les États-Unis (hors paiements des intérêts de la dette) s'élèveraient à 2300 milliards de dollars et à 3500 milliards de dollars dans le scénario «réaliste-moderé».

Lorsqu'on intègre les autres coûts économiques, le montant atteint 5000 milliards de dollars pour les États-Unis. Pour le dire autrement, le total des dépenses, à condition qu'un retrait commence en 2009, dans la foulée de la victoire d'Obama, devrait atteindre 3000 milliards de dollars (2008). Cela représente sur cette longue période une moyenne de 25 milliards de dollars par mois, soit 330 dollars par famille de quatre personnes. On est très au-delà des estimations faites par le Congressional Budget Office (CBO), organisme bipartisan qui estimait en 2002 que le coût supplémentaire de l'occupation pourrait varier de 1 à 4 milliards de dollars par mois [2]. Les différents coûts budgétaires et économiques sont résumés ici.

### LES COÛTS BUDGÉTAIRES

Le Congrès vote chaque année des lignes spécifiques pour les guerres en Irak et en Afghanistan. A la fin de 2008, le gouvernement américain aura dépensé plus de 800 milliards de dollars pour les opérations militaires en Irak et en Afghanistan. Ces dépenses ne représentent toutefois qu'une partie mineure par rapport à l'ensemble des coûts budgétaires de cette guerre.

Les auteurs mentionnent quelques «coûts cachés». Ils sont nombreux et dis-

seminés. A titre d'exemple, les polices d'assurance contractées par le Département de la défense (DoD) afin de protéger les 100 000 employés des sociétés militaires privées qui sont présents en Irak ajoutent presque un milliard de dollars de dépenses annuelles. L'augmentation des dépenses publiques est également imputable à la hausse du prix du pétrole et d'autres consommations intermédiaires qui figurent dans les dépenses de fonctionnement des différents budgets ministériels. Les coûts de recrutement de jeunes, de plus en plus réticents à partir en guerre, peuvent également être mentionnés. Ils sont passés de 14,5 milliards de dollars en 2003 à 18,842 milliards en 2008. L'augmentation de la solde des soldats (+28% depuis 2003), les doubles paies pour «raisons particulières» – nécessaires pour arriver à élargir le recrutement – n'ont cependant pas suffi. Les auteurs indiquent que le Département de la défense a modifié ses critères de recrutement afin de permettre aux jeunes condamnés pour délit de partir en Irak.

Toutefois, ces dépenses semblent presque insignifiantes en comparaison de celles consacrées aux vétérans – un chapitre de l'ouvrage traite cette question – et au remboursement de la dette publique contractée pour financer la guerre. En 2005, le budget fédéral allouait 34,5 milliards de dollars au titre des pensions d'invalidité de guerres antérieures. Ce montant devrait considérablement augmenter. En effet, les études sur les blessures physiques et les traumatismes psychologiques sont particulièrement alarmistes. Pour l'instant, 10% des soldats (sur 1,4 million) ont besoin d'un traitement qui durera des dizaines d'années. Le coût estimé, en dollars 2007, est de 4,3 milliards. Il va monter inexorablement. Lors des guerres du Vietnam et de Corée, le ratio des blessures au nombre de décès était respectivement de 2,6 et de 2,8. Lors de la guerre en Afghanistan et en Irak, ces ratios sont supérieurs à 7. Ce sont donc entre 422 et 577 milliards de dollars que le budget fédéral devra supporter sur la période 2003-2015.

Le coût de la dette publique, que les auteurs n'incluent pas dans leur total, doit également être signalé. L'administration Bush a choisi d'organiser une réduction massive des impôts – pour l'essentiel concentrée sur la partie la plus riche de la

## DÉPENSES : UNE RÉORIENTATION

Le lundi 6 avril 2009, le secrétaire d'Etat à la Défense Robert Gates a présenté une réorientation des dépenses d'armements mettant plus l'accent sur les dépenses liées à des guerres «contre-insurrectionnelles» comme celles menées en Irak et en Afghanistan, par rapport «aux guerres traditionnelles». Cela implique des coupes dans certaines commandes passées à des grandes firmes d'armement. Par contre, de nouvelles dépenses de milliards de dollars sont prévues (drones, équipement électronique pour chaque soldat, etc.) pour les guerres en Irak et en Afghanistan et celles analogues dans le futur (*New York Times*, 7 avril 2009).

Le *Wall Street Journal* (7 avril 2009) remarque : «Les dépenses pour la défense ont quasiment doublé depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001... jusqu'aux propositions faites par la présidence Obama pour 2010.» (Réd.)



[1] «The Economic Consequences of a War with Irak», Yale University, October 29, 2002. Une version résumée a été présentée dans *The New York Review of Books*, Volume 49, Number 19, December 5, 2002.

[2] 30 septembre 2002, <http://www.cbo.gov/doc.cfm?index=3822&type=0>.

population – au moment où les dépenses militaires augmentaient considérablement. Les ressources fiscales de l'Etat fédéral en proportion du PIB ont donc diminué de 1% entre 2001 et 2008. En sorte que c'est la première guerre conduite par les Etats-Unis qui est totalement financée par la dette publique. La Seconde Guerre mondiale fut financée pour moitié par l'emprunt et pour moitié par l'impôt. La guerre du Vietnam fut financée à 75% par l'impôt et 25% par l'emprunt [3].

Bilmes et Stiglitz estiment que la valeur actuelle de la dette totale contractée entre 2003 et 2017 est de 1000 milliards de dollars, dont 80 % sont imputables au financement des guerres en Irak et en Afghanistan. Un rapport bipartisan du Congrès, plus récemment paru, est encore plus pessimiste. Le montant total de la dette imputable au financement des guerres atteindra 1700 milliards de dollars. Le total cumulé des intérêts sur la période 2003-2017 devrait se situer à hauteur de 550 milliards de dollars dans le cas d'un désengagement massif des troupes américaines [4].

Il faut enfin ajouter d'autres coûts budgétaires significatifs. Ainsi, le renouvellement des matériels qui ont été détruits coûterait entre 125 et 300 milliards de dollars.

### LES COÛTS MACROÉCONOMIQUES

Sous cette rubrique, Bilmes et Stiglitz mentionnent un certain nombre de canaux par lesquels les effets négatifs sur l'économie américaine s'exercent. Deux d'entre eux peuvent être mentionnés ici. Le premier a trait à l'augmentation du prix du pétrole imputable à la guerre. Les auteurs considèrent qu'il est de l'ordre de 5 à 10 dollars par baril. Dans l'hypothèse basse (5 dollars), cela représente une augmentation de la facture pétrolière de 25 milliards de dollars par an. Ces sommes étant destinées aux pays producteurs, elles diminuent le pouvoir d'achat des consommateurs et donc la demande intérieure. La demande étrangère adressée aux entreprises américaines subit également une contraction puisque les autres pays sont de même touchés par les effets de la hausse du pétrole. Les estimations de la fluctuation du prix du baril diffèrent

selon les économistes. Bilmes et Stiglitz évaluent qu'une augmentation de la facture pétrolière d'un montant de 25 milliards de dollars entraîne une réduction de la demande intérieure (aux entreprises situées aux Etats-Unis) de 37,5 milliards de dollars [5]. La baisse du prix du pétrole – le baril de brut a passé en dessous de 70 dollars en octobre 2008; il était à 147 en juillet 2007 – ne supprime pas cet effet négatif. Les auteurs citent des études qui montrent que les effets ne sont pas symétriques: un retour du prix du pétrole à son niveau initial ne rétablit pas à son niveau précédent la demande intérieure. Le second concerne les dépenses que le gouvernement consacre à la guerre. Elles n'ont pas le même effet multiplicateur dans l'économie nationale que celles qu'il consacre à la recherche universitaire. On peut ainsi, de façon très prudente, estimer que l'utilisation des dépenses de guerre (800 milliards de dollars sur la période 2003-2015) pour des objectifs domestiques civils augmenterait le PIB de 320 milliards de dollars.

### UN DÉBAT BIENVENU

Les auteurs n'ont pas d'autre ambition que de montrer à quel point les guerres conduites par l'administration Bush sont coûteuses sur le plan économique et ils rejoignent explicitement ceux qui en dénoncent le prix politique à payer pour les Etats-Unis sur le plan international. L'ouvrage de Bilmes et Stiglitz est donc engagé. Ils ne cachent pas leur hostilité à la guerre en Irak. Leur dossier est apparu suffisamment étayé pour ne rencontrer que peu de critiques.

Certains économistes néoclassiques ont proposé de reprendre la bonne vieille méthode coûts-bénéfices qui est au fondement de leurs théories. Un économiste proche des néoconservateurs affirme que le coût de la contraction de l'activité économique au cours des douze mois consécutifs aux attentats du 11 septembre 2001 peut être estimé à 225 milliards de dollars. Il faut donc prendre en compte que, lorsqu'on extrapole ces coûts sur la période 2003-2008, la «*somme économisée sur la période grâce à l'évitement d'attentats terroristes se monte à 1673 milliards de dollars*», soit autant que le coût de la guerre en Irak estimé par Bilmes et Stiglitz dans le meilleur scénario, pour la même

période (2003-2008) [6]. Ces économistes sont évidemment capables de faire un lien entre l'occupation militaire de l'Irak et l'évitement d'attentats au cœur de New York!

Martin Feldstein, conseiller des candidats républicains, ancien président du National Bureau of Economic Research (NBER, l'institut de recherche économique le plus important des Etats-Unis) et de surcroît directeur de AIG (American International Group) – la première compagnie d'assurances mondiale qui a fait faillite en septembre 2008 et a été renflouée à hauteur de plus de 90 milliards de dollars par l'argent public entre septembre et décembre 2008, puis de 30 milliards supplémentaires en mars 2009 – juge que le Pentagone est sous-financé. Feldstein considère que les inquiétudes sur les effets négatifs des dépenses militaires sont infondées puisque le ratio dépenses militaires/PIB est faible au regard des six dernières décennies. Le niveau atteint par l'administration Reagan (6%) lui semble une bonne référence et un objectif à atteindre [7].

D'autres économistes, dans le cadre d'une étude menée pour le NBER, estiment que les coûts de long terme engagés pour contrôler le régime de Saddam Hussein étaient presque aussi importants que les coûts prévus pour l'intervention militaire et le changement de régime [8].

On peut laisser de côté ce genre de critiques dont le biais idéologique est évident et souligner, par contraste, l'intérêt de l'ouvrage de Stiglitz et Bilmes. Sur le plan empirique, il offre un spectre assez large des effets directs, indirects, dont certains sont du reste non chiffrables. Il en omet bien d'autres. Son mérite est également d'ordre méthodologique. Il prend entre autres distance avec les analyses macroéconomiques conduites dans les années 1960 et 1970 qui s'appuyaient sur des modèles beaucoup plus simples. Les effets multiplicateurs des dépenses publiques, inspirés de la théorie keynésienne, ne distinguaient généralement pas entre les dépenses militaires et les dépenses budgétaires civiles (à finalité économique ou sociale). Les effets de court terme étaient l'objet d'étude principal, et toute dépense peut être considérée comme génératrice d'un effet multiplica-

teur (cette hypothèse demeure dans la plupart des modèles macroéconomiques). En revanche, les effets structurels et de long terme, les ponctions que les dépenses militaires exercent sur les ressources existantes étaient négligés. L'influence keynésienne était tellement forte qu'une partie des marxistes l'intégrait dans leurs analyses et soulignaient à leur tour les effets stimulants des dépenses militaires et de la guerre sur la croissance économique [9].

### ÉCONOMIE POLITIQUE D'UN IMPÉRIALISME HÉGÉMONIQUE

Les rapports qui unissent la guerre et le capitalisme doivent être étudiés dans leur historicité et leurs modalités ont changé plusieurs fois depuis la phase d'expansion impérialiste de la fin du XIXe siècle [10]. Ainsi, le militarisme est ancré depuis la Seconde Guerre mondiale comme un élément central non seulement de la reproduction du capitalisme américain, mais également du « monde libre ». Les avantages, voire les privilèges tirés de cette position de garant de l'ordre mondial sont suffisamment soulignés dans la littérature. Le coût économique et le coût politique d'une position hégémonique – dont témoigne le rejet massif dans le monde de la guerre en Irak – ont été traditionnellement moins abordés. L'ouvrage de Bilmes et Stiglitz, centré sur la guerre en Irak, offre l'occasion de revenir sur ces questions dans le contexte de ce début du XXIe siècle.

La Seconde Guerre mondiale a ouvert une nouvelle période historique. Les rivalités interimpérialistes n'ont certes pas disparu et elles ont été attisées à plusieurs reprises. Cependant, dans le contexte des bouleversements apportés par la place de l'URSS, des luttes d'indépendance nationale anticolonialistes ainsi que des mouvements de la classe ouvrière qui contestaient directement l'ordre social dans les pays développés, les Etats-Unis ont assumé un rôle hégémonique. Ce qui signifie que leur prépondérance n'était pas seulement imposée aux autres impérialismes en raison de leur écrasante supériorité militaire, mais acceptée par eux.

Du point de vue économique, cette situation a conféré aux Etats-Unis des avantages inégalés, dont le rôle du dollar et l'attractivité des places financières améri-

caines, comme « havre de sécurité », sont sans doute, alors, les indices les plus importants. La « sécurité » de l'approvisionnement en pétrole et les profits tirés par les grandes compagnies pétrolières sont un autre avantage ; mais ils ne sont pas l'apanage des seuls Etats-Unis. La persistance de troupes françaises en Afrique (où plus de 4000 soldats français sont présents) et les interventions militaires qu'elles continuent à mener sont également associées à la présence « historique » d'intérêts pétroliers (et nucléaires) français sur ce continent. Enfin, les bénéfices tirés par le système militaro-industriel sont évidents.

La contrepartie de ces avantages tient à l'énormité des coûts financiers engendrés par les dépenses militaires et les guerres, ainsi que le coût politique qu'il faut payer pour être le « gendarme du monde en dernier ressort ». Ici encore, la posture de la France dans les relations internationales a contribué à la consolidation du système militaro-industriel. La présidence de Nicolas Sarkozy confirme cette volonté. La spécialisation industrielle de la France sur les industries de défense et de sécurité produit également des effets coûteux sur sa compétitivité et les dépenses publiques [11].

### UNE GUERRE ANTI-RÉCESSION ?

Les recherches académiques conduites aux Etats-Unis sur l'impact des dépenses militaires et de la production d'armes sur l'innovation technologique ont pratiquement disparu à partir de la fin des années 1990. La forte hausse des dépenses militaires conduite par l'administration Bush n'a pas ravivé ce débat, mais a plutôt porté sur les thèmes abordés par l'ouvrage de Bilmes et Stiglitz, ainsi que sur les effets des dépenses militaires sur la croissance macroéconomique.

Certaines analyses considèrent que l'augmentation des dépenses militaires, engagée dès 2001 (donc avant la guerre en Irak), a stimulé l'économie américaine alors qu'elle se trouvait en récession (en fait, selon les critères du NBER – enchaînement de deux trimestres consécutifs de recul du PIB – la récession a pris fin en novembre 2001). C'est le cas d'une partie des keynésiens « orthodoxes » et nobélisés. James Tobin applaudit l'augmentation des dépenses militaires dès qu'elles

*La guerre en Irak est la première guerre conduite par les Etats-Unis qui est totalement financée par la dette publique.*

35

[3] Robert D. Hormats, « The Costs Of The Irak War », Audition devant le Joint Economic Committee du Congrès, 22 février 2008.

[4] Charles E. Schumer, Carolyn B. Maloney, « The Total Economic Costs of the War Beyond the Federal Budget », février 2008.

[5] Ils adoptent donc un effet multiplicateur de 1,5. L'effet multiplicateur d'une dépense a été popularisé par Keynes (mais énoncé d'abord par Kahn). L'idée (simple) est la suivante : une dépense réalisée dans un pays A constitue un revenu pour les vendeurs, qui à leur tour vont le dépenser en biens de consommation, et le processus continue. L'ampleur de l'effet multiplicateur dans le pays A dépend de la part du revenu qui est affecté à la consommation (l'autre partie étant une épargne). Lorsque le pays A est ouvert sur les échanges internationaux, des « fuites » qui limitent l'effet multiplicateur dans le pays se produisent lorsque la demande de biens se tourne vers l'étranger. Cependant, les revenus tirés par les exportateurs des pays étrangers B, C, D, etc. peuvent à leur tour créer une demande pour le pays A.

[6] William W. Beach, « Discussion of the Costs of the Irak War », Audition devant le Joint Economic Committee du Congrès, 12 juin 2008.

[7] Martin Feldstein, « The Underfunded Pentagon », *Foreign Affairs*, Volume 86, Number 2, March / April 2007.

[8] Steven J. Davis, Kevin M. Murphy and Robert H. Topel, « War in Irak versus Containment », Working Paper 12092, National Bureau of Economic Research (March, 2006).

[9] Paul Mattick était le principal opposant aux diverses variantes d'approches keynésio-marxistes des dépenses militaires qui étaient dans les décennies d'après-guerre assez largement répandues parmi les marxistes.

[10] Voir sur ces questions mon ouvrage *Impérialisme, militarisme. Actualité du XXIe siècle*, Ed. Page 2, 2004.

[11] Voir mon article « L'insertion du capitalisme français dans l'économie mondiale », *Revue La brèche / Carré rouge* N° 2, mars-mai 2008.

## VENTES D'ARMES

Les firmes de l'armement:  
le top ten des ventes en 2006  
(en milliards de dollars)

1. Boeing (USA)	30,69
2. Lockheed Martin (USA)	28,12
3. BAE Systems (RU)	24,06
4. Northrop Grumman (USA)	23,65
5. Raytheon (USA)	19,53
6. General Dynamics (USA)	18,77
7. EADS (Fr., All., Esp.)	12,60
8. L-3 Communications (USA)	9,98
9. Finmeccanica (I)	8,99
10. Thales (F)	8,24

Source : *Sipri Yearbook, Oxford University Press, 2008.* (Réd.)

## DÉPENSES MILITAIRES

Dépenses militaires 2007: le top ten  
(en milliards de dollars constants 2009)

1. Etats-Unis	660,0
2. Chine	144,5
3. Russie	85,3
4. Royaume-Uni	65,8
5. France	63,1
6. Allemagne	43,8
7. Japon	42,7
8. Italie	39,3
9. Arabie saoudite	36,9
10. Corée du Sud	27,6

Le total des dépenses d'armement en 2007  
est estimé à 1,56 trillion de dollars.

Source : *Center for Arms Control and Non-Proliferation, 26.2.2009.* (Réd.)

sont décidées. Il demande même une accélération du programme qui «*par un heureux hasard produira un excellent stimulant de la demande antirecessif*»<sup>[12]</sup>. Il a été rejoint par Paul Krugman, Prix Nobel 2008 et critique de l'administration républicaine. Ce dernier a déclaré, en février 2008, que «*Bush a au moins raison sur une chose lorsqu'il a dit: je pense que la guerre pourrait être positive en termes de création d'emplois*». Krugman poursuit : «*Je dirais en fait que les sources de l'expansion économique de 2003 à 2007 sont dans l'ordre la spéculation immobilière, la guerre, et vraiment en troisième place, les réductions d'impôts.*» Krugman s'en tient aux affirmations de Keynes selon lesquelles toute dépense publique – y compris les plus inutiles – exerce un effet multiplicateur sur la croissance, la demande et donc l'emploi.

En revanche, Lawrence Klein, dont les travaux économétriques ont renforcé l'orthodoxie keynésienne, ne conteste pas que les dépenses militaires ont des effets positifs de court terme sur la demande (emplois et revenus), mais leurs effets négatifs l'emportent car elles n'augmentent ni la formation de capital industriel, ni la productivité globale de l'économie américaine<sup>[13]</sup>. Les études économétriques qui distinguent les effets de court et de long terme concluent d'ailleurs à des effets de relance du PIB et de l'emploi dans les premières années, mais les suppressions d'emplois l'emportent très nettement après cinq ans et se conjuguent à d'autres effets négatifs compensés (taux d'intérêt poussés à la hausse par l'aggravation des déficits budgétaires, déficits accentués de la balance des paiements courants, etc.)<sup>[14]</sup>.

Robert Pollin et Heidi Garrett soulignent que les «*effets d'entraînement*» des dépenses militaires sont très faibles, alors qu'ils montrent, dans une démarche proche de Bilmes et Stiglitz, que des dépenses civiles de même niveau utilisées pour l'éducation, la santé, les infrastructures et les énergies renouvelables permettent la création de 50 % à 100 % d'emplois supplémentaires. En 2007, les dépenses consacrées à la guerre en Irak (137 milliards de dollars) auraient ainsi coûté 1 million d'emplois<sup>[15]</sup>.

Hors de la pensée économique dominante, et dans un cadre d'analyse marxiste, James Cypher, de l'Université

d'Etat de Californie, défend le point de vue le plus résolu quant aux effets dynamiques des dépenses militaires sur le capitalisme américain. Il souligne que les dépenses sociales pâtiront, mais que «*la nouvelle augmentation des dépenses militaires ne provoquera en toute vraisemblance aucun effet d'éviction des investissements privés, mais elle stimulera l'investissement et l'innovation technique*»<sup>[16]</sup>.

Les éditeurs de la *Monthly Review* considéraient que les Etats-Unis, en plus des objectifs de consolidation du leadership mondial, pourraient trouver dans la guerre en Irak un moyen de sortir de la récession, bien qu'ils jugeassent cette solution incertaine<sup>[17]</sup>. Dans une autre perspective, Gérard Duménil et Dominique Lévy rejetaient l'idée que les Etats-Unis n'auraient pas les moyens de financer la guerre. Ils estimaient que, compte tenu du degré d'autonomie du militarisme, les Etats-Unis auraient la possibilité d'augmenter leurs dépenses militaires indépendamment de la conjoncture économique<sup>[18]</sup>.

### SITUER LA GUERRE DANS UN CONTEXTE PLUS LARGE

La «*guerre contre la terreur*» lancée depuis 2001, assise sur une augmentation gigantesque du budget militaire et le lancement de deux guerres (Afghanistan et Irak) a été interprétée comme un reflet de la puissance hégémonique des Etats-Unis. La disparition de l'URSS avait dégagé l'horizon géopolitique pour ladite «*hyperpuissance*», et son rôle économique dominant avait été confirmé par l'expansion économique des années 1990 (la «*nouvelle économie*»), puis par la capacité des Etats-Unis d'«*esquiver*» la crise de 1997-98 dont les effets ont été reportés sur les pays d'Asie (à l'exception de la Chine) et sur les pays d'Amérique latine. Dans le contexte du début des années 2000, la décision de mener la guerre en Irak, après celle contre la Serbie (1999) et celle en Afghanistan (7 octobre 2001), a semblé constituer le point d'orgue de l'hégémonie américaine. A y regarder de plus près, et à l'encontre d'un déterminisme rigide, il faut dire que le cours qui a été impulsé par l'administration Bush résulte d'un ensemble de facteurs que cette administration a mis à profit. On peut citer: les intérêts pétro-

liers; la « mise en forme du Moyen-Orient », selon l'expression utilisée par Colin Powell, alors secrétaire d'Etat, au début de la guerre; l'obsession néoconservatrice dominant dans l'équipe présidentielle qui visant à imposer par les armes « l'axe du bien »; le rôle du système militaro-industriel, régénéré et stimulé pendant les années 1990 par l'intérêt soutenu des fonds de placement, des analystes financiers et des « marchés »; la recherche d'une diversion face à la récession et aux scandales financiers type Enron (dans lesquels le « clan » Bush, mais aussi des responsables du Pentagone ont été directement mis en cause). Tous ces facteurs ont semblé fonder la stratégie de W. Bush sur une solide « rationalité » (des raisons). La décision de mener cette guerre n'en reflétait pas moins un certain niveau d'« aventurisme ». Il faut donc se déprendre une fois de plus du couple « infrastructure »/« superstructure » qui a constitué la trame de l'analyse dominante du marxisme et qui est marqué par un déterminisme très fort.

A la question posée par François Chesnais sur l'aventurisme de la décision de déclencher guerre en Irak, j'avais répondu positivement. Mon point de vue était étayé par la perception que j'avais de la conjoncture historique créée au cours des années 1980 et 1990 et qui a donné une nouvelle configuration à l'impérialisme. Si la guerre en Irak (et en Afghanistan) avait été « fraîche et joyeuse », si le pétrole avait coulé rapidement après la fin de la guerre aux niveaux espérés avant celle-ci, si la situation de l'économie américaine avait été resplendissante en ce début de décennie... On réalise l'ampleur des conditions nécessaires pour faire de cette guerre une guerre semblable à celles qui permirent la colonisation au XIXe siècle et grâce auxquelles les pays (principalement) européens consolidèrent leur contrôle direct sur les ressources naturelles et sur une main-d'œuvre dont la situation était proche de l'esclavage. Cependant, à l'encontre de ces conjectures qui multiplient les « si », le diagnostic de la situation qui pouvait être formulé, selon moi, au début des années 2000 était le suivant :

1° La mondialisation dominée par le capital financier – adossée aux politiques macroéconomiques conduites par les gouvernements des pays développés et

coordonnées par les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) et l'OMC – a produit une situation profondément inégalitaire et instable. L'extension de la domination du capital à l'échelle mondiale met en péril les conditions physiques et environnementales de la reproduction de la vie, à commencer par celle des populations « inutiles » pour le mode de production et de consommation dominant.

2° Les Etats-Unis n'ont ni les moyens ni la volonté de gérer le chaos produit par la mondialisation du capital. Les désaccords exprimés sur la guerre en Irak par le gouvernement français et une partie des autres pays développés (à l'exception notable de la Grande-Bretagne) n'avaient rien à voir avec des préoccupations humanitaires. Au moment précis du discours de Dominique de Villepin à l'ONU, le 14 février 2003, la France déployait d'impressionnantes troupes en Afrique. Les rivalités interimpérialistes, les positions de la Russie et de la Chine ont donc également borné les prétentions de l'« unilatéralisme » américain. La puissance militaire des Etats-Unis a balayé Saddam Hussein, mais elle ne leur permettait pas de réorganiser sur des bases stables un « nouvel ordre » régional.

La question pétrolière résume en partie cette situation. Les groupes français et russes étaient prioritaires dans les contrats de prospection passés par Saddam Hussein à la fin de la décennie 1990. Les groupes américains et britanniques ont réussi à prendre pied en Irak, et en tirent de larges profits. Néanmoins, à l'évidence, aux Etats-Unis comme ailleurs, l'augmentation du prix du pétrole a été un facteur accélérateur du désastre de l'industrie automobile américaine focalisée sur les voitures hyperconsommatrices de carburant. Plus généralement, elle a contribué à la dégradation de l'économie américaine, comme le soulignent Bilmes et Stiglitz. On mesure combien l'argument « pétrole », qui a beaucoup été utilisé pour « expliquer » la guerre, doit être manié avec précaution à la lumière de l'évolution des dernières années.

3° Enfin, il faut revenir sur le contexte économique dans lequel la guerre puis l'occupation de l'Irak ont pris place. Du point de vue du « cycle industriel » ou cycles des affaires (*Business cycles*) [19], la période 2001-2006 peut être sans aucun

*Les dépenses militaires ont des effets positifs de court terme sur la demande (emplois et revenus), mais leurs effets négatifs l'emportent car elles n'augmentent ni la formation de capital industriel, ni la productivité globale de l'économie américaine.*

37

[12] James Tobin, « Macroeconomic Strategy in Wartime » (March 2002). *Challenge*, April 2002. Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=311551>.

[13] Lawrence R. Klein, « The Peace Dividend », paper presented at meetings of the Latin American and Caribbean Economic Association, Costa Rica, November 4, 2004.

[14] Dean Baker, « The Economic Impact of the Irak War and Higher Military Spending », May 2007, Center for Economic and Policy Research.

[15] Robert Pollin and Heidi Garrett-Peltier, « The U.S. Employment Effects of Military and Domestic Spending Priorities », October 2007, Working Paper 151, Political Economy Research Institute, University of Massachusetts.

[16] James M. Cypher, « Return of the Iron Triangle: The New Military Buildup », *Dollars and Sense*, January-February 2002, <http://www.dollarsandsense.org/archives/2002/0102cypher.html>.

[17] The Editors, *Monthly Review*, Décembre 2002, « U.S. Imperial Ambitions and Irak » <http://www.monthlyreview.org/1202editor.htm>.

[18] Gérard Duménil et Dominique Lévy, « Néolibéralisme-Néomilitarisme », *Actuel Marx* 2003/1, n° 33.

[19] Ils correspondent en principe à une durée de 7-8 ans et sont liés aux flux d'investissements industriels.

doute classée comme une phase d'expansion. En sorte que la sortie de la récession et la croissance économique qui a suivi ont été concomitantes de l'extraordinaire augmentation des dépenses militaires entre 2001 et 2008 : de 333 à 706 milliards de dollars, soit une augmentation de plus de 110 %, en dollars courants. En fait, cette phase d'expansion n'a fait que masquer provisoirement la trajectoire de long terme orientée vers le dénouement brutal de fortes contradictions.

Même du point de vue des indicateurs « classiques » du cycle, la période 2003-2007 fut certes une période d'expansion, mais elle resta modeste à différents égards. D'abord, même dans une approche par les cycles, un certain nombre d'indicateurs macroéconomiques et sociaux (PIB, consommation des ménages, investissement industriel, patrimoine, revenus salariaux, taux d'emplois et profits d'entreprise) indiquent que la croissance 2002-2007 est plus faible que celle observée sur les périodes de croissance des quatre précédentes décennies. En fait, en matière de croissance du PIB, les Etats-Unis ont fait mieux que la moyenne des pays de l'OCDE pour la seule période de 2003 et 2005 (écart cumulé : 1,4 %), mais moins bien que ces derniers depuis 2006 (écart cumulé 2006-2008 au désavantage des Etats-Unis : 1,3 %). En réalité, les profits d'entreprise sont le seul indicateur qui se situe à un niveau supérieur à celui des autres phases d'expansion [20].

Il faut revenir sur cet indicateur qui fait exception. L'augmentation considérable du taux d'exploitation de la classe ouvrière – illustrée par la forte diminution de la part des salaires et la montée de la part des profits dans la valeur ajoutée au sein de tous les pays capitalistes développés – constitue un des traits marquants de ces deux dernières décennies. L'augmentation du taux d'exploitation a permis le maintien du taux de profit à des niveaux élevés. Elle a trouvé un support dans les gains de productivité du travail permis par l'extension des technologies de l'information, mais également dans l'augmentation de l'intensité du travail, distincte mais complémentaire de la précédente permise par le « resserrement des pores de la journée de travail » [21]. L'augmentation des profits des firmes améri-

caines a été de même alimentée par les profits croissants rapatriés de Chine. Ici, ce sont les effets directs et à grande échelle de l'extension de l'accumulation primitive, qui requiert l'usage direct de la coercition et de la violence dans les rapports de production. L'insertion de la Chine dans la division internationale du travail en tant qu'« atelier du monde » s'appuie sur l'emploi massif de la violence nécessaire pour mener à bien l'expropriation de dizaines de millions de paysans et les transformer en une main-d'œuvre surexploitée. Officiellement, 120 millions de paysans ont été expropriés depuis 1980.

Pourtant aux Etats-Unis, le taux de profit a commencé à décliner avant le début de la crise financière (été 2007) [22]. La profitabilité, définie comme le rapport entre les profits des entreprises non financières et le stock de capital fixe, a connu un pic en 2005. Elle a ensuite commencé à décliner. Cette chute a été accélérée par le dégonflement des profits financiers (intérêts) et boursiers (gains en plus-value) perçus par les groupes américains [23].

On ne peut pas attribuer la crise à un « excès de profits ». L'exploitation accrue de la classe ouvrière américaine, pas plus que les profits croissants rapatriés de Chine vers les actionnaires américains, n'a arrêté le déclin du taux de profit. Face à ses propres contradictions, le capital demeure plus que jamais « assoiffé de plus-value », et cette insatiabilité a été un des rouages de la crise qui a éclaté ces derniers mois.

### LES EFFETS DÉVASTATEURS DE LA CRISE

La crise financière et sa transformation en crise économique concernent d'abord – à la fois dans le sens chronologique et dans sa primauté – les Etats-Unis. L'idée, assez largement véhiculée, que les Etats-Unis en tant que puissance dominante pouvaient échapper aux contradictions de la mondialisation du capital, alors qu'ils en sont l'épicentre, apparaît totalement infondée et presque naïve. Au contraire, nous assistons à la conjonction exceptionnelle d'une crise économique qui ne pouvait que devenir mondiale [24] et d'une crise de domination (géo) politique exacerbée par l'impasse des Etats-

Unis (et de leurs alliés) en Irak et en Afghanistan.

Ces aspects économiques et politiques se conjuguent à leur tour avec les menaces directes sur les conditions de survie physique de centaines de millions de personnes « inutiles » et à qui l'accès aux ressources vitales, au sens littéral, est impossible avec la poursuite de l'expansion mondiale du capitalisme et de son mode de production et de consommation.

Une nouvelle conjoncture historique s'est ouverte en 2008 et les rivalités entre les pays capitalistes – il convient bien sûr d'y inclure la Chine – vont s'exacerber. Il est beaucoup question de la mise en place d'une « gouvernance multilatérale » de la planète qui sortirait de l'« unilatéralisme » pratiqué par l'administration Bush. Cette façon d'aborder les questions ne va pas très loin.

L'« unilatéralisme » américain s'est accommodé de pratiques coopératives non seulement dans le domaine économique, où les relations du capital financier américain et européen sont devenues plus étroites au cours de la décennie et les règles adoptées souvent semblables (par exemple les normes de gouvernement d'entreprise tournées vers la satisfaction des actionnaires, les normes comptables fondées sur la *juste valeur*), mais également sur le plan militaire, ainsi qu'en témoigne l'occupation de l'Afghanistan par l'OTAN et les tentatives d'organiser un partage des rôles entre les pays du « bloc transatlantique » en Irak. En revanche, les rivalités vont s'exacerber et rendre difficiles la recherche et la réalisation de compromis.

L'aventurisme de la politique néoconservatrice a atteint ses limites. L'élection de Barack Obama le reflète. La nouvelle administration est confrontée à une crise dont les effets ravageurs se répandent. Les Etats-Unis doivent faire face aux dévastations environnementales provoquées par le mode de production et de consommation, dont la banqueroute des trois grands constructeurs automobiles est le signe le plus évident. La tentative d'enrayer la spirale dépressive qui est enclenchée depuis quelques mois constitue l'urgence absolue pour l'administration Obama. Le souvenir de la crise de 1929 conduit les autorités politiques (Fed,

Congrès et nouvelle administration) à l'adoption de mesures qui constituent un saut dans l'inconnu. Le plan massif de relance de l'économie s'effectue au prix d'une accélération gigantesque de l'endettement budgétaire : les dépenses budgétaires engagées dans les divers plans de soutien et de relance ont atteint 6 % du PIB en décembre 2008. Le Congressional Budget Office (CBO), agence bipartisane du Congrès, estime que la dette fédérale devrait passer de 5803 milliards de dollars fin 2008 à 8238 milliards de dollars fin 2011 [25]. Ces mesures visent à sauvegarder des positions essentielles du capital financier, mais leurs effets incontrôlés, en particulier dans le domaine de l'inflation et dans le taux de change du dollar, rendent l'exercice délicat. Le renforcement du protectionnisme risque également d'ébranler un peu plus l'architecture fragile des échanges commerciaux internationaux.

L'urgence économique attire donc toute l'attention du nouveau président américain. Il serait néanmoins erroné d'oublier les dimensions militaro-sécuritaires. Depuis 2001, les gouvernements ont accéléré la mise en place de mesures sécuritaires sur leurs propres territoires. La crise économique qui s'aggrave et les révoltes et manifestations de ceux qui en sont les victimes servent de nouveaux leviers pour le renforcement de l'ordre sécuritaire contre les « ennemis de l'intérieur ».

Dans ce contexte du renforcement sécuritaire, il convient de garder à l'esprit que l'ancrage du militarisme et du système militaro-sécuritaire industriel constitue une des « marques de fabrique » du capitalisme américain depuis la Seconde Guerre mondiale. L'utilisation de la force militaire – souvent la simple menace suffit – est partie constituante du mode de régulation des relations internationales. Elle a constitué un « avantage comparatif » complémentaire d'autres atouts, tels que le rôle du dollar. Cet avantage n'est pas près de disparaître, même si le statut de « gendarme du capital en dernier ressort » est depuis quelques années plus ardu à défendre.

De plus, le bloc socio-économique adossé au système militaire et sécuritaire industriel américain n'est pas près de s'effacer. Il n'acceptera pas aisément une diminution des dépenses fédérales sous

différentes rubriques (défense, sécurité nationale, énergie, espace, etc.). Ces dernières constituent le fondement de sa prospérité. Plus important encore, simultanément aux effets sociaux dramatiques de la crise économique, des rapports venant du Département de la défense soulignent la montée des menaces qui viennent de l'intérieur du pays. Un rapport d'un ancien officier de l'armée de terre (et publié sur le site de celle-ci) note que « l'extension massive de la violence à l'intérieur des Etats-Unis contraindrait l'appareil de défense à réorienter ses priorités en urgence afin de défendre l'ordre intérieur fondamental et la sécurité humaine » [26]. Une autre étude, issue des services de la marine, est encore plus explicite quant aux relations entre la crise économique actuelle et les enjeux de sécurité nationale. Son auteur n'hésite pas à parler de « règlement de comptes » (*great reckoning*) qui pourrait résulter de l'effondrement économique, de la dette non payée, etc. [27]

L'avenir du militarisme américain n'est décidément pas suspendu au « charisme » d'Obama. (13 janvier 2009) ✱

[20] Aviva Aron-Dine, Chad Stone, and Richard Kogan, « How Robust Was The 2001-2007 Economic Expansion? » *Center on Budget and Priority Policies*.

[21] K. Marx, *Le Capital*, livre 1, tome 2, p. 92.

[22] Il s'agit des profits du secteur des entreprises (US corporate sector profits) mesurés par le U.S. Bureau of Economic Analysis (BEA). La tendance est la même pour l'indice S & P des profits (operating earnings) dont le point de retournement à la baisse commence en septembre 2006. Cet indice est jugé insuffisamment significatif par certains économistes.

[23] A titre d'exemple, les profits d'entités spécifiques créées pour éviter la double taxation des dividendes, les *S Corporations* [le S renvoie à Subchapter S du Chapitre 1 du Internal Revenue Code], qui ne paient pas d'impôt mais les transfèrent sous forme de dividendes versés aux actionnaires des entreprises sont comptabilisés comme profits d'entreprises. Ils ont considérablement augmenté entre 2003 et 2007 et baissé depuis cette date.

[24] On reste confondu devant l'ignorance de ceux qui, après nous avoir expliqué pendant des années que la mondialisation accroissait l'interdépendance au point de faire du monde un « village planétaire », ont pu croire (et laisser croire) au « découplage » d'abord des Etats-Unis et de l'Europe, puis du bloc des pays développés et des pays émergents (entre autres la Chine et l'Inde).

[25] Voir « The Budget and Economic Outlook: Fiscal Years 2009 to 2019 », 8 janvier 2009, publié par le Congressional Budget Office (CBO).

[26] Nathan P. Freier, « Known Unknowns: Unconventional 'Strategic Shocks' », in *Defense Strategy Development*, Strategic Studies Institute United States Army War College, November 2008, p. 32.

[27] James Rickards, « Financial Threats to National Security », Johns Hopkins University Applied Physics, December 17, 2008.